

MINISTERE DES MINES  
ET DES ENERGIES

CABINET *83*

DIRECTION GENERALE DES MINES *M*  
ET DE LA GEOLOGIE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT  
ET DU CONTRÔLE MINIER

NKN/DS  
REPUBLIQUE TOGOLAISE  
*Travail - Liberté - Patrie*

*nk*  
ARRETE N° 044 /MME/CAB/DGMG/DDCM/2020  
portant attribution d'un permis d'exploitation à petite échelle pour le gisement  
de marbre à Onyawlou (préfecture d'Amou) à la société MSTD

LE MINISTRE DES MINES ET DES ENERGIES,

Sur proposition du Directeur général des mines et de la géologie,

Vu la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003-012 du 04 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2011-008 du 05 mai 2011 relative à la contribution des entreprises minières au développement local et régional ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2017-023/PR du 25 février 2017 portant détermination des modalités d'application de la loi n° 2011-008 du 5 mai 2011 relative à la contribution des entreprises minières au développement local et régional ;

Vu le décret n° 2019-003/PR du 24 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2019-004/PR du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 081/MEDDPN/CAB/ANGE/DEIE/CCE du 28 novembre 2019 portant délivrance du certificat de conformité environnementale du projet d'exploitation du gisement de marbre à Onyawlou dans la préfecture d'Amou ;

Vu la demande en date du 07 janvier 2020 de la société MSTD, sollicitant un permis d'exploitation à petite échelle pour le gisement de marbre à Onyawlou (préfecture d'Amou);

*M*

Vu le récépissé n° 0343029 en date du 16 avril 2020 du versement des frais d'instruction, des droits fixes et des redevances superficielles,

**A R R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Un permis d'exploitation à petite échelle du gisement de marbre est accordé à la société MSTD à Onyawlou dans la préfecture d'Amou.

**Article 2** : Le périmètre accordé a la forme d'un polygone irrégulier dont les sommets sont constitués par les points D, K, N, O, P, Q, R, S, G, F, E définis par les coordonnées géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie
D	1° 00' 32,1''	7° 14' 53,6''	0,43 km <sup>2</sup>
K	1° 00' 31,2''	7° 14' 49,9''	
N	1° 00' 14,9''	7° 14' 10,4''	
O	1° 00' 07,9''	7° 14' 13,3''	
P	1° 00' 12,7''	7° 14' 23,6''	
Q	1° 00' 10,7''	7° 14' 26,3''	
R	1° 00' 13,4''	7° 14' 32,3''	
S	1° 00' 09,9''	7° 14' 34,2''	
G	1° 00' 24,0''	7° 14' 55,9''	
F	1° 00' 26,9''	7° 14' 54,3''	
E	1° 00' 30,1''	7° 14' 54,6''	

**Article 3** : Les sommets du périmètre sont matérialisés sur le terrain par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes : MSTD-OD, MSTD-OK, MSTD-ON, MSTD-OO, MSTD-OP, MSTD-OQ, MSTD-OR, MSTD-OS, MSTD-OG, MSTD-OF, MSTD-OE.

La signification des inscriptions MSTD, O et (D, K, N, O, P, Q, R, S, G, F, E) est la suivante : MSTD : MSTD ; O : Onyawlou ; (D, K, N, O, P, Q, R, S, G, F, E) : sommets du périmètre.

**Article 4** : Les frais d'instruction de dossier s'élèvent à cinq cent mille (500.000) francs CFA.

Les droits fixes s'élèvent à quatre millions cinq cent mille (4.500.000) francs CFA.

Les redevances superficielles s'élèvent à soixante-quinze mille (75.000) francs CFA par kilomètre carré et par an conformément aux dispositions de l'annexe II du code minier de la République togolaise.

Les redevances minières s'élèvent à cent (100) francs CFA le mètre cube (m<sup>3</sup>) de matériaux exploités conformément aux dispositions de l'annexe III du code minier.

Ces frais, droits et redevances sont perçus par la régie des recettes de la Direction générale des mines et de la géologie pour le compte du Trésor public.

La preuve du paiement des frais, droits et redevances devra être fournie au Directeur général des mines et de la géologie.

**Article 5 :** Le permis d'exploitation à petite échelle est accordé pour une période de cinq (5) ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Le permis peut être renouvelé plusieurs fois, chacune pour la même durée. La demande de renouvellement devra être présentée trois (3) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, la société MSTD est tenue de payer de nouveau les frais, droits et redevances requis.

**Article 6 :** Le permis d'exploitation à petite échelle n'est ni divisible ni amodiable, mais il peut être cessible, transmissible ou susceptible de mise en garantie avec l'accord préalable du Ministre chargé des Mines.

**Article 7 :** La société MSTD devra respecter les prescriptions de l'arrêté n° 081/MEDDPN/CAB/ANGE/DEIE/CCE du 28 novembre 2019 relatives à la délivrance du certificat de conformité environnementale de son projet.

**Article 8 :** La société MSTD est tenue de transmettre des rapports trimestriels et annuels de ses activités à la Direction générale des mines et de la géologie.

**Article 9 :** La société MSTD est tenue de contribuer au développement local et régional.

La contribution consiste en une participation financière de 0,75 % du chiffre d'affaire annuelle de la société MSTD et en la réalisation d'œuvres socio-économiques et communautaire dans la localité d'Onyawlou et ses environs conformément au décret n° 2017-023/PR du 25 février 2017 portant détermination des modalités d'application de la loi n° 2011-008 du 5 mai 2011 relative à la contribution des entreprises minières au développement local et régional.

Ce fonds est géré par un comité tripartite comprenant les représentants de l'administration, de la société MSTD et des populations locales.

**Article 10 :** Conformément à l'article 55 du code minier, l'Etat togolais prend une participation gratuite de dix pour cent (10%) au capital de la société MSTD. Cette participation, libre de toutes charges, ne doit connaître aucune dilution en cas d'augmentation du capital social.

**Article 11 :** Conformément aux principes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), la société MSTD est tenue de faire certifier annuellement ses états financiers par un commissaire au compte ou un auditeur assermenté et de remplir les déclarations de paiements à l'administration selon les formulaires de déclaration convenus par le Comité de pilotage de l'ITIE-Togo.

Les états financiers et les déclarations de paiements à l'administration sont mis à la disposition du conciliateur dès qu'il les demande.

**Article 12 :** Au cas où l'activité principale de la société n'est pas l'extraction minière, il est fait obligation à celle-ci de tenir une comptabilité analytique pouvant permettre de déterminer de manière précise la part de sa contribution au secteur minier.

